



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 69.325/4
du 1^{er} juin 2021

advies 69.325/4
van 1 juni 2021

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté du Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale
du 29 mars 2007 relatif aux
services de taxis et aux
services de location de voitures
avec chauffeur'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
besluit van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering van
29 maart 2007 betreffende de
taxidiensten en de diensten
voor het verhuren van
voertuigen met chauffeur'

Le 30 avril 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 1^{er} juin 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} juin 2021.

*

Op 30 april 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met territoriale ontwikkeling, en stadsvernieuwing, toerisme, de promotie van het imago van Brussel en biculturele zaken van gewestelijk belang verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 1 juni 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 juni 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

COMPÉTENCE DE LA SECTION DE LÉGISLATION

La demande d'avis porte sur un projet d'arrêté qui a déjà été soumis à l'avis de la section de législation et qui a fait l'objet de l'avis n° 68.155/4 donné le 12 novembre 2020.

Le demandeur d'avis précise cet égard :

« En date du 1^{er} octobre 2020, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé en deuxième lecture le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.

Le 12 novembre 2020, la section de législation a rendu un avis sous la référence 68.155/4.

Parmi les formalités préalables de l'avis 68.155/4, la consultation de l'Autorité de protection des données a été imposée.

Le 15 janvier 2021, l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017, a formulé son avis.

Suite aux adaptations imposées par l'Autorité et compte tenu des modifications du texte, le projet d'arrêté est à nouveau soumis à la section de législation, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ».

Lorsque la section de législation a donné un avis, elle a épuisé la compétence que lui confère la loi, et il ne lui appartient dès lors pas de se prononcer à nouveau sur les dispositions déjà examinées, qu'elles aient été revues pour tenir compte des observations faites dans le premier avis ou qu'elles demeurent inchangées.

Dans le cadre de la présente saisine, la section de législation limite dès lors son examen aux seules dispositions du projet qui ont été modifiées ou ajoutées afin de prendre en compte les observations formulées par l'Autorité de protection des données dans son avis n° 03/2021 du 15 janvier 2021, à savoir les articles 25, alinéa 2, 81, alinéa 1^{er}, 4°, et 82^{quaterdecies}, alinéa 2, en projet, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 29 mars 2007 (articles 5, 10, et 12, du projet), ainsi que les articles 20 à 22 du projet.

EXAMEN DU PROJET

Article 5

1. L'article 25, alinéa 2, en projet de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 29 mars 2007 dispose :

« Les chauffeurs sont tenus d'informer l'Administration dans les 10 jours ouvrables à dater de la survenance de l'évènement, de toute condamnation pénale coulée en force de chose jugée prononcée à leur égard, en en présentant un extrait de casier judiciaire délivré conformément à l'article 596, alinéa 1^{er} du Code d'instruction criminelle ».

Cette disposition a été revue afin de se conformer à l'observation formulée, à propos de cet article, par l'Autorité de protection des données dans son avis précité¹ : l'exigence de présentation d'une copie de toute condamnation pénale coulée en force de chose jugée prononcée à l'égard d'un chauffeur y a été remplacée par la présentation d'un extrait de casier judiciaire.

L'auteur du projet est invité à examiner s'il ne conviendrait pas d'apporter une modification similaire à l'article 8, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 29 mars 2007.

2. L'auteur du projet vérifiera également si le délai de 10 jours ouvrables laissé aux intéressés pour présenter un extrait de casier judiciaire actualisé ne doit pas être adapté. Cette observation vaut également pour les articles 81, alinéa 1^{er}, 4°, et 82^{quaterdecies}, alinéa 2, en projet.

Articles 19 à 22

1. L'article 20 du projet vise à insérer dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 29 mars 2007 un nouveau titre IV, intitulé « Dispositions relatives à la protection des données », et comprenant un nouvel article 107.

En conséquence, les articles 21 et 22 du projet prévoient que l'actuel titre IV – Dispositions abrogatoires et finales, comprenant les articles 107, 108 et 109, devient le titre V, dont les articles sont renumérotés de 108, 109 et 110.

L'article 19 du projet (fixant vigueur) sera déplacé afin de prendre place avant l'article 23 (article d'exécution). La numérotation des articles 19 à 22 du projet sera en conséquence revue.

¹ Voir les points 21 et 22 de l'avis n° 03/2021.

2. L'auteur du projet vérifiera également l'ensemble des références internes que contient le projet ; la numérotation tant des articles du projet que des dispositions en projet de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 29 mars 2007, ayant été modifiée par rapport à celle des dispositions du projet qui a fait l'objet de l'avis n° 68.155/4 sans qu'il en soit toujours tenu compte. Ainsi, contrairement à ce que mentionne l'article 19 du projet, les articles 82*ter* à 82*octies* sont insérés par l'article 12 et non 13 du projet et l'article 81*bis* par l'article 11 et non 12 du projet.

3. S'agissant des renvois internes opérés par l'article 107 en projet, les mots « du présent arrêté » sont inutiles et seront omis. Il convient par ailleurs de préciser dans la disposition en projet qu'il est renvoyé à l'alinéa 1^{er} des articles 8 et 81.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

BEVOEGDHEID VAN DE AFDELING WETGEVING

De adviesaanvraag heeft betrekking op een ontwerpbesluit dat reeds om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is en waarover op 12 november 2020 advies 68.155/4 gegeven is.

De adviesaanvrager wijst in dat verband op het volgende:

“En date du 1^{er} octobre 2020, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé en deuxième lecture le projet d’arrêté modifiant l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur.

Le 12 novembre 2020, la section de législation a rendu un avis sous la référence 68.155/4.

Parmi les formalités préalables de l’avis 68.155/4, la consultation de l’Autorité de protection des données a été imposée.

Le 15 janvier 2021, l’Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017, a formulé son avis.

Suite aux adaptations imposées par l’Autorité et compte tenu des modifications du texte, le projet d’arrêté est à nouveau soumis à la section de législation, conformément à l’article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d’État.”

Wanneer de afdeling Wetgeving een advies gegeven heeft, heeft ze de bevoegdheid waarover ze krachtens de wet beschikt volledig uitgeoefend; het komt haar derhalve niet toe om zich opnieuw uit te spreken over reeds onderzochte bepalingen, ongeacht of ze herzien zijn om rekening te houden met de opmerkingen die in het eerste advies gemaakt zijn, dan wel ongewijzigd blijven.

In het kader van deze adviesaanvraag beperkt de afdeling Wetgeving haar onderzoek bijgevolg tot alleen die bepalingen van het ontwerp die gewijzigd of ingevoegd zijn teneinde rekening te houden met de opmerkingen die de Gegevensbeschermingsautoriteit gemaakt heeft in haar advies nr. 03/2021 van 15 januari 2021, namelijk de ontworpen artikelen 25, tweede lid, 81, eerste lid, 4°, en 82*quaterdecies*, tweede lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 (de artikelen 5, 10, en 12, van het ontwerp), en de artikelen 20 tot 22 van het ontwerp.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Artikel 5

1. Het ontworpen artikel 25, tweede lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 luidt als volgt:

“De chauffeurs zijn ertoe gehouden de Administratie op de hoogte te brengen binnen een termijn van 10 werkdagen na het voorval, van elke in kracht van gewijsde gegane strafrechtelijke veroordeling ten opzichte van die persoon, door het overleggen van een uittreksel uit het strafregister afgeleverd overeenkomstig artikel 596, eerste lid van het Wetboek van strafvordering.”

Die bepaling is herzien om gevolg te geven aan de opmerking die de Gegevensbeschermingsautoriteit in haar voornoemd advies bij dat artikel gemaakt heeft:¹ de verplichting om een kopie over te leggen van elke in kracht van gewijsde gegane strafrechtelijke veroordeling uitgesproken ten aanzien van een chauffeur is daarin vervangen door de verplichting een uittreksel uit het strafregister over te leggen.

De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of in artikel 8, eerste lid, 4°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 geen soortgelijke wijziging aangebracht zou moeten worden.

2. De steller van het ontwerp moet eveneens nagaan of er geen aanpassing vereist is van de termijn van 10 werkdagen waarover de betrokkenen zouden beschikken om een recent uittreksel uit het strafregister over te leggen. Deze opmerking geldt eveneens voor de ontworpen artikelen 81, eerste lid, 4°, en 82^{quaterdecies}, tweede lid.

Artikelen 19 tot 22

1. Artikel 20 van het ontwerp strekt ertoe in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 een nieuwe titel IV in te voegen die als opschrift “Bepalingen inzake gegevensbescherming” draagt en die een nieuw artikel 107 omvat.

Bijgevolg wordt in de artikelen 21 en 22 van het ontwerp bepaald dat de huidige titel IV – Opheffings- en slotbepalingen, die de artikelen 107, 108 en 109 omvat, titel V wordt, waarvan de artikelen vernummerd worden tot 108, 109 en 110.

Artikel 19 van het ontwerp (waarbij bepaald wordt wanneer dit ontworpen besluit in werking treedt) moet verplaatst worden, aangezien het thuishoort net voor artikel 23 (de uitvoeringsbepaling). De nummering van de artikelen 19 tot en met 22 van het ontwerp moet dienovereenkomstig herzien worden.

¹ Zie de punten 21 en 22 van advies nr. 03/2021.

2. De steller van het ontwerp moet voorts alle interne verwijzingen in dit ontwerp nazien; de nummering zowel van de artikelen van dit ontwerp als van de ontworpen bepalingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 is immers gewijzigd ten opzichte van die van de bepalingen van het ontwerp waarover advies 68.155/4 uitgebracht is terwijl met die wijziging niet altijd rekening gehouden is. Zo worden de artikelen 82*ter* tot 82*octies* ingevoegd bij artikel 12 van dit ontwerp en niet bij artikel 13 ervan en wordt artikel 81*bis* ingevoegd bij artikel 11 van dit ontwerp en niet bij artikel 12 ervan, in tegenstelling tot hetgeen vermeld staat in artikel 19 van het ontwerp .

3. Wat de interne verwijzingen betreft die vervat zijn in het ontworpen artikel 107, zijn de woorden “van dit besluit” overbodig en moeten ze weggelaten worden. Daarenboven dient in de ontworpen bepaling nauwkeuriger vermeld te worden dat verwezen wordt naar het eerste lid van de artikelen 8 en 81.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET